

RENDU EXECUTOIRE LE

- 5 JUIN 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 04/06/2024

Reçu en préfecture le 04/06/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240604-24\_A\_DGAFJL\_017-AR

SLO

**ARRETE N° 2024-A-DGAFJL-017**

en date du **04 JUIN 2024**

portant déport  
de Monsieur Jérôme NEVEUX  
Conseiller Départemental

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

**VU** la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

**VU** le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

**VU** la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

**VU** la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

**VU** l'arrêté n° 2022-A-DGAFMN-055 en date du 26 juillet 2022 portant déport de Monsieur Jérôme NEVEUX, Conseiller Départemental,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Jérôme NEVEUX, en sa qualité de Conseiller Départemental, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou (ACAP),
- la Société Anonyme du Parc du Futuroscope.

**ARTICLE 2 :**

Lorsqu'une décision concernant l'un des organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Monsieur Jérôme NEVEUX s'abstient d'exercer ses compétences ; il ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté n° 2022-A-DGAFMN-055 en date du 26 juillet 2022 portant déport de Monsieur Jérôme NEVEUX, Conseiller Départemental.

**ARTICLE 4 :**


Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr), transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressé.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le **04 JUIN 2024**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON